

## L'assurance des risques politiques

Monique Dumont

Volume 51, Number 1, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1104303ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1104303ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Dumont, M. (1983). L'assurance des risques politiques. *Assurances*, 51(1), 64–75.  
<https://doi.org/10.7202/1104303ar>

Article abstract

In July 1980, *Assurances* published two articles on political risks insurance, one of which appeared in the research and development section. The present article reviews the various publications on this question and provides a list of articles on the subject appearing from 1980 to 1982. Those with an asterisk have been used in the preparation of the present article.

## L'assurance des risques politiques

par

MONIQUE DUMONT<sup>(1)</sup>

64

*In July 1980, Assurances published two articles on political risks insurance, one of which appeared in the research and development section. The present article reviews the various publications on this question and provides a list of articles on the subject appearing from 1980 to 1982. Those with an asterisk have been used in the preparation of the present article.*



La situation internationale inquiète les observateurs ; les conflits régionaux menacent à tout moment l'équilibre mondial. En 1982, 54 des 150 pays représentés aux Nations-Unies sont gouvernés par des militaires et un sixième de la population mondiale appartient à des nations touchées par des conflits dont certains durent depuis vingt ou trente ans.

Cette situation politique n'est pas sans inquiéter les investisseurs et les entreprises qui ont choisi, pour assurer leur expansion, de s'installer dans les pays en voie de développement. Cependant, en matière de risques politiques, ces pays ne sont pas les seuls qui sont mis sur la sellette : les pays occidentaux, à économie capitaliste, peuvent aussi soulever des inquiétudes, tels la République fédérale d'Allemagne (terrorisme à la Baader Meinhoff) ou l'Italie.

Dans ce contexte, il est indéniable que l'assurance des risques politiques gagne en popularité, malgré une indifférence certaine des entreprises. En effet, un sondage effectué en 1981 avait indiqué que 54% des compagnies canadiennes qui font affaire à l'échelle internationale n'analysent pas systématiquement les risques politiques.

---

<sup>(1)</sup> Mlle Dumont est conseillère en documentation chez Gérard Parizcau, Ltée, membre du groupe Sodarcac.

À travers cette revue de la documentation, nous allons 1) présenter le risque de nature politique ; 2) décrire les couvertures disponibles sur le marché ; 3) analyser des méthodes de prévention et d'analyse des risques ; 4) conclure en montrant la spécificité du risque politique.

### 1. Le risque politique

L'on peut identifier ainsi les risques de nature politique, dont les quatre premiers ont été dégagés par M. P. Darien<sup>(1)</sup> :

- le risque d'ingérence plus ou moins lourde dans la gestion des entreprises, dès lors que l'État d'accueil impose soit une participation autochtone plus que majoritaire, soit des règles de gestion technique ou financière autres que celles considérées comme normales (obligation d'investir dans le pays d'accueil, par exemple, dans des filiales peu rentables) ;
- les risques de destruction des actifs industriels ou commerciaux par des actes de guerre, de révolution ou de troubles populaires ;
- les risques de non-convertibilité du produit des activités ou des investissements réalisés dans le pays ;
- les risques d'annulation des permis d'importation/d'exportation ou l'imposition de restrictions soit du pays d'accueil, soit du pays d'origine ;
- la non-réalisation d'un contrat d'importation ou d'exportation due à des causes hors du contrôle du contractant ;
- les fluctuations monétaires qui peuvent affecter un contrat ou provoquer une escalade des coûts.

Les risques politiques sont donc variés (et nous ne parlons pas ici des risques d'insolvabilité de l'acheteur étranger ou des risques d'enlèvement et de demande de rançon qui affectent les cadres travaillant à l'étranger pour des firmes multinationales, cible première des forces d'opposition dans les pays troublés). Ils peuvent avoir leur origine soit au pays d'origine (un exemple serait la décision des États-Unis de boycotter les Jeux Olympiques de Moscou, déci-

<sup>(1)</sup> P. Darien, *Le risque politique*, L'Assurance française, 16-31 octobre 1982.

sion qui a coûté près de \$68,5 millions à la firme NBC, qui était cependant assurée), soit au pays d'accueil.

Afin de se garantir contre les risques politiques qui, comme le faisait remarquer Jim Bannister lors d'une conférence, font partie intégrante des risques d'entreprises, il existe des programmes d'assurance soit gouvernementaux, soit privés. En voici une brève description.

### **2. L'assurance des risques politiques**

#### ***Les programmes gouvernementaux***

66

La plupart des pays occidentaux ont des programmes gouvernementaux d'assurance des risques politiques. C'est le cas de la France, par le canal de la BFCE et de la COFACE ; de la Grande-Bretagne, avec le programme de l'Export Credit Guarantee Department ; des États-Unis, avec l'OPIC (Overseas Private Investment Corporation) ; du Canada, avec le programme de la SEE (Société pour l'Expansion des Exportations).

Le programme de la SEE couvre 90% des risques commerciaux et politiques suivants :

- la mise en application d'une loi, d'une ordonnance, d'un décret ou d'un règlement, dans des circonstances hors du contrôle de l'assuré ou de l'acheteur, s'opposant au transfert au Canada des paiements ou à leur conversion en dollars canadiens ;
- la guerre entre le Canada et le pays de l'acheteur ;
- la guerre civile, une rébellion, la révolution ou une insurrection, les mouvements populaires ou autres troubles survenant dans le pays de l'acheteur ;
- l'annulation ou le non-renouvellement de permis d'exportation ou l'imposition de restrictions à l'exportation du Canada de marchandises n'ayant, avant le contrat en cause, fait l'objet d'une restriction de ce genre ;
- toute autre cause, hors du contrôle des contractants, qui empêche l'exécution du contrat par l'exportateur ou l'acheteur, si ce dernier n'est pas un pays étranger ;
- la confiscation, l'expropriation et la saisie d'une usine, de l'équipement et autres biens de même nature, propriété d'entreprises canadiennes actives à l'étranger.

### **Les programmes de l'industrie privée**

L'industrie privée est entrée tardivement dans le secteur de l'assurance des risques politiques.

Aux États-Unis, les marchés disponibles sont ceux de Lloyd's et des compagnies AIG (depuis 1974), d'INA (depuis 1979), de Chubb (depuis 1981), de Continental (depuis 1981), d'AFIA (depuis 1982) et d'INAMIC (depuis 1982).

Ces programmes se caractérisent par des questionnaires d'analyse du risque serrés, une tarification variable, mais élevée (selon l'appréciation des acheteurs lors du sondage cité plus haut).

67

Par exemple, le questionnaire préparé par INAMIC exige l'identification des partenaires, une description précise du projet ou de l'investissement, les détails du contrat (certaines compagnies demandent d'être impliquées dans la négociation des termes de ce dernier), les sources de financement, les permis s'il y a lieu, l'évaluation de l'impact du projet ou de l'investissement pour le pays concerné (afin de connaître probablement la perception qu'en aura la population), l'expérience de l'entreprise dans des contrats similaires, etc.

Les exclusions sont importantes ; une période d'attente assez étendue est prévue ; les conditions d'annulation de la police sont plus sévères et plus de garanties nécessaires. Aux États-Unis, de plus, si un arbitrage est requis, il se fait sous l'égide de l'American Arbitration Association.

Au Canada, Reed Shaw Osler offre le programme Can-Key Plan ; Marsh & McLennan, le programme ETI et American Home offre la police d'assurance des risques politiques.

Si l'assurance est un moyen de se prémunir des risques politiques, il n'en demeure pas moins que la mesure, l'analyse et des mesures de contrôle sont aussi indispensables.

### **3. Analyse des risques et mesures de prévention**

Nous allons diviser cette section en deux parties : dans une première partie, nous verrons quelques moyens de prévenir les risques politiques au niveau de la gestion même des projets internationaux ; dans une deuxième partie, les éléments d'analyse des risques politiques à travers l'évaluation des pays.

### A) *Les mesures de prévention*

Certaines industries sont particulièrement exposées aux risques politiques. C'est le cas des industries impliquées dans la recherche et l'extraction de ressources premières (minerais, pétrole ou gaz naturel, énergie électrique, etc.) et des entreprises qui constituent la base d'une politique économique nationaliste (institutions bancaires, compagnies d'assurances, compagnies de services publics, entreprises de transport, etc.). Paradoxalement, les entreprises manufacturières et, en particulier, celles qui produisent des biens de consommation, sortent en général indemnes des troubles politiques.

68

Jim Bannister faisait remarquer que les risques politiques inhérents à un pays sont souvent amplifiés par une mauvaise gestion de la part des entreprises impliquées dans un projet ou dans un investissement. Il suggérait ainsi aux entreprises d'évaluer l'impact de leurs projets sur le pays d'accueil, d'agir en bon citoyen du pays d'accueil et non d'entretenir le syndrome de l'entreprise colonisatrice, de veiller à ce que la filiale en pays étranger reste dépendante de la compagnie-mère et d'envisager l'association avec une compagnie du pays d'accueil par le biais d'un *joint venture*, par exemple.

Plus globalement, les experts-consultants en matière d'évaluation de risques politiques suggèrent de se poser les questions suivantes :

- Quels types de risques sont susceptibles de se présenter dans un investissement particulier ?
- Déterminer de façon explicite la différence entre le risque et les profits ;
- Appliquer de façon compatible les techniques de prévention de dommages et, dans un but de rentabilité, évaluer les risques politiques sur une base régulière pour chaque investissement ;
- Faut-il prévoir des négociations sur la probabilité d'un risque politique avant même d'y être confronté ?
- Envisager des méthodes systématiques de prévention et évaluer la position des États face aux investissements étrangers.

L'analyse des pays fournit un ensemble de données précieuses pour le gestionnaire de risque qui doit évaluer le risque politique afin de prendre les mesures de prévention qui s'imposent.

### **B) L'évaluation des pays en rapport avec les risques politiques**

Afin d'évaluer les risques d'un pays, divers moyens sont à la portée des entreprises.

Dans un premier temps, des firmes d'analyse produisent des rapports périodiques sur les pays ; par exemple, en France, X.A.E.P. Études prospectives ou TFT Internationale ; ou l'Institut B.E.R.I. (Business Environment Risk Index), le W.P.R.F. (World Political Risk Forecast), l'I.C.R.G. (International Country Risk Group).

Ces firmes-conseils analysent les divers secteurs indicatifs de la situation du pays (démographie, situation socio-politique, économique et relations avec les pays voisins) pour déterminer des coefficients de risque. Nous joignons à cette étude un tableau préparé par la firme Frost & Sullivan pour *World Political Risk Forecasts* (publié dans *The Weekly Underwriter* du 17 avril 1982) et qui évalue la position des pays en fonction des risques d'instabilité politique et d'attitude gouvernementale en face des investissements étrangers.

69

Dans un second temps, l'entreprise peut procéder elle-même à l'analyse et à l'établissement de ses coefficients de risques.

Certains facteurs globaux sont importants : la situation politique, la situation sociale, la légitimité juridique et la situation légale des gouvernements, le risque de catastrophe naturelle, les considérations technologiques et, par-dessus tout, la situation économique (état du développement économique et des industries dans le pays).

Certains facteurs sont déterminants ; ainsi, pour David Mitchell, vice-président de *Business International*, quatre facteurs sont déterminants pour la stabilité d'un pays : la légitimité du pouvoir ; la répartition des richesses entre les classes de la société ; l'état de résignation de la population (qui peut cacher un profond sentiment de révolte) ; l'existence d'une cohérence ethnique et religieuse.

Des facteurs économiques sont prédominants : les exigences des organismes internationaux de financement international (Banque mondiale ou Fonds monétaire international), qui peuvent obliger les pays à appliquer des politiques d'austérité impopulaires ; la baisse progressive du revenu par habitant et du produit national brut et la hausse de l'endettement du pays ; le rythme de l'urbanisation et la croissance du chômage ; etc.

L'analyse des facteurs politiques (existence d'une opposition ouverte, ou clandestine, nationalismes régionaux, religions qui s'affrontent), les interrelations avec la situation sociale et l'impact sur les relations du pays avec ses voisins est aussi importante et doit être condensée afin de prévoir les changements qui affecteront le pays à court, moyen ou long terme.

#### 4. La spécificité du risque politique

70 Le risque politique reflète un monde en gestation avec des changements qui se font de plus en plus rapidement. Il est indéniable que, par l'analyse des pays, certains de ces changements qui affectent les opérations des entreprises à l'étranger pourraient être prévus.

D'autre part, les entreprises, par une gestion appropriée des projets d'envergure internationale et de leurs investissements à l'étranger, peuvent elles-mêmes créer un environnement moins risqué. L'article de Jim Bannister est très intéressant à cet égard.

Selon Julian G.Y. Radcliffe de la firme *Commercial and Political Risk Consultants* (Londres), affiliée à la maison *Hogg Robinson*, la demande pour l'assurance des risques politiques ne va cesser de croître. Il prévoit ainsi qu'en 1983, le volume d'affaires devrait s'élever aux environs de \$150 millions, comparativement à \$85 millions en 1982. Pour justifier son estimation, il cite la plus grande instabilité politique au niveau mondial et l'ampleur et la complexité des projets et des investissements internationaux.

De son côté, David Mitchell, lors de sa conférence au *Philadelphia World Insurance Congress*, concluait en ces termes : « *What really matters is the adaptability to change which is so often accompanied by unrest. At the end of the day, the countries and markets may be in a different game and have different rules, but they will still be there.* »

# ASSURANCES

## Country Rankings :

Political instability		Government restrictions	
RANK	COUNTRY	RANK	COUNTRY
	1 Finland	1	Austria
	1 United States	1	Belgium
	3 Singapore	1	Finland
	4 Austria	1	Italy
	4 Japan	1	Japan
	4 Norway	1	Netherlands
	4 West Germany	1	Singapore
	8 Canada	1	United Kingdom
	8 Denmark	1	United States
(A)	10 Malaysia	1	West Germany
low	10 Sweden	11	Malaysia
	12 Australia	11	New Zealand
	12 Ivory Coast	13	Colombia
	12 Netherlands	13	Costa Rica
	12 New Zealand	13	Ireland
	16 Belgium	13	Kuwait
	18 France	13	Taiwan
	18 Taiwan	18	Denmark
	19 United Kingdom	19	Norway
	19 Chile	19	South Africa
		21	Bolivia
	20 Kuwait	21	Israel
	20 United Arab Emirates	21	Ivory Coast
	20 Venezuela	21	Portugal
	20 Uruguay	21	Spain
	24 Algeria	21	Uruguay
	25 Kenya	27	Sweden
	25 Portugal	27	Sri Lanka
	25 China		
	28 Ecuador	28	Chile
	28 Mexico	28	Egypt
	28 Saudi Arabia	28	Mexico
	28 South Korea	28	Saudi Arabia
	30 Sri Lanka	28	South Korea
	32 Indonesia	28	United Arab Emirates
	33 Peru	28	Venezuela
(B)	33 Tunisia	28	Yugoslavia
moderate	33 Panama	29	India
	36 Yugoslavia	37	Tunisia
	36 Argentina	38	Australia
	38 Costa Rica	38	Ecuador
	38 Dominican Republic	38	France
	38 Egypt	39	Philippines
	38 India	38	Zimbabwe
	38 Ireland	43	Algeria
	38 Nigeria	43	Iraq
	38 Colombia	43	Panama
	45 Greece	43	Thailand
	45 Italy	43	Zambia
	45 Zimbabwe	48	Morocco
	45 Brazil	49	Peru
	46 Turkey	49	Indonesia
		51	Kenya
	49 Morocco	51	Pakistan
	49 Philippines	51	Brazil
	53 Nicaragua	54	Greece
	54 Iraq	54	Turkey
	54 Zambia		
	56 Israel	56	Canada
	57 Libya	56	Nigeria
	58 Spain	56	China
	59 South Africa	58	Argentina
	59 Thailand	60	Dominican Republic
(C)	61 Pakistan	61	Libya
high	62 Bolivia	62	El Salvador
	63 Zaire	63	Iran
	64 El Salvador	64	Zaire
	64 Iran	65	Nicaragua

**Bibliographie sélective sur l'assurance des risques politiques par ordre chronologique 1980-1982.**

Les articles marqués d'un astérisque ont été analysés pour la rédaction de l'article sur l'assurance des risques politiques, qui paraît dans ce numéro.

72

- « Multinational insurance : Political risk coverages demand climbs rapidly » / *Journal of Commerce*, 02/12/1982
- (\*) « Insurers under pressure over political risks » / *Lloyd's Log*, 27/11/82
- « Political risk insurance — Greater private sector participation seen » / *Insurance Advocate*, 20/11/1982, p. 15
- (\*) « Le risque politique » / *L'Assurance française*, 16-31/10/1982, p. 710
- « World bank outlines political risk agency » / *Journal of Commerce* 19/08/1982
- (\*) « Political risk insurance — in introduction » / *John Liner Letter*, Août 1982
- (\*) « The political risks dimension » / *Reinsurance*, Juin 1982, p. 74
- (\*) « Political risks » / *International Insurance Monitor*, Juin 1982, p. 12
- (\*) « Political risk insurance / INAMIC » / *Fire, Casualty & Surety Bulletins*, Specialty Lines P-1, juin 1982
- (\*) « More multinationals seek political risk cover » / *Business Insurance*, 10/05/1982, p. 12
- (\*) « Political risks » / *The Weekly Underwriter*, 08/05/1982, p. 8
- (\*) « Underwriting political risks » / *CII Journal*, 6/2 Avril 1982, p. 86
- « Multinational firms expanding political risk coverage overseas » / *Journal of Commerce*, 26/04/1982
- « Political risk markets expected to climb in '82 » / *Journal of Commerce*, RIMS Society Special edition, 19/04/1982, p. 16
- (\*) « Political risks in 1982 » / *The Weekly Underwriter*, The Annual Risk Management Issue, 17/04/1982, p. 10RM
- (\*) « AFIA now underwriting political risk coverage » / *Business Insurance*, 29/03/1982, p. 19
- « Insurers writing more political risk » / *Journal of Commerce*, 18/03/1982

- (\*) « Country risk : the concept and its applicability » / *Foresight*, Mars 1982, p. 4
- (\*) « New political risk insurance from AIG » / *Foresight*, janvier 1982, p. 4
  - « Political risk cover demand now at peak » / *Journal of Commerce*, Multinational Insurance Edition, 08/12/1981
  - « Covering political risks. Exporters must be protected from acts of foreign governments » / *Business Insurance*, International Insurance issue, 12/10/1982, p. 49 et suiv.
- (\*) « Does the risk manager have a role in handling political risk » / *Risk Management*, octobre 1981, p. 98
  - « Political risks forecasts issued by Frost & Sullivan » / *Foresight*, octobre 1981, p. 7
- (\*) « Les risques politiques des exportateurs canadiens » / *Regards* juillet-août 1981, p. 53
  - « Political risks challenge international insurers » / *The National Underwriter P/C*, 10/07/1981, p. 1
  - « Political risks and insurance » / *Practical Risk Management*, Juin 1981, p. B-17
  - « Trends in adjusting political risk » / *The Weekly Underwriter*, 27/06/1981, p. ADJ12
  - « Political risk coverage grows with exposure » / *Business Insurance*, 15/06/1981, p. 20
- (\*) « Political risk problems must be dealt with now » / *Risk Management*, juin 1981, p. 44
- (\*) « Le risque politique ou la vulnérabilité d'une entreprise » / *Regards*, mai-juin 1981, p. 71
- (\*) « Managing political risks » / *Canadian Risk Management & Business Insurance*, mai-juin 1981, p. 8
  - « Plan political risk from the top down, consultant says » / *The National Underwriter P/C*, 01/05/1981, p. 42
  - « Political risk program covers abroad » / *Rough Notes*, mai 1981, p. 20
  - « Political risk specialist touts 4-element forecasting method » / *Journal of Commerce*, 22/04/1981
  - « Banks can limit lending risks : AIG exec » / *Business Insurance*, 20/04/1981, p. 21
  - « Broker analyzes overseas programs for risk control » / *Journal of Commerce*, RIMS Annual Conference Issue, 06/04/1981, p. 6A

- (\*) « The struggle to protect worldwide investment » / *Risk Management*, avril 1981, p. 71
- (\*) « Political risks in the 1980's » / *The Weekly Underwriter*, 04/04/1981, p. 8
- (\*) « Exporters warned of foreign risks » / *Journal of Commerce*, 26/03/1981
- « Political risk in America » / *The Post Magazine and Insurance Monitor*, 19/03/1981, p. 758
- « Swett & Crawford now offers a political reinsurance program » / *Insurance Advocate*, 21/02/1981, p. 12
- 74 (\*) « Political risk today » / *Foresight*, février 1981, p. 4
- « Political risk consultant growing » / *Journal of Commerce*, Annual Insurance & Corporate Issue, 19/01/1981, p. 1
- (\*) « Political risk insurance » / *Corporate insurance in Canada*, 1980-1981, p. 18
- « Overseas turmoil boosting demand for political risk » / *Journal of Commerce*, Multinational Insurance Edition, 09/12/1980, p. 8A
- (\*) « Political risk rising for companies overseas » / *The Financial Post*, Risk Management Reports, 29/11/1980, p. S3
- « Keeping pace with politics » / *The Review*, 31/10/1980, p. 25
- « Political risk seen as an insurance time bomb » / *The National Underwriter P/C*, 10/10/1980, p. 61.
- « Impact des risques politiques sur un portefeuille d'assurance terrestre » / *L'Argus*, 03/10/1980, p. 2178
- « L'assurance des risques politiques » / *L'Argus*, 03/10/1980, p. 2175
- « Impact of political risks in a non-marine insurance » / *Foresight*, octobre 1980, p. 3.
- « Political risks pose serious loss threat » / *Journal of Commerce*, 01-10/1980 et 30/09/1980
- « Les risques politiques » / *L'Assurance française*, 16-30/09/1980, p. 657
- (\*) « Political risks — a problem of definition » / *The Post Magazine and Insurance Monitor*, 18/09/1980, p. 2148
- « Pressures build on int'l capacity for foreign perils » / *Journal of Commerce*, 15/09/1980, p. 2A
- « American market is eyeing political risk, war cover » / *Journal of Commerce*, 12/09/1980, p. 5A

## ASSURANCES

---

- « INA stresses cover for political risks » / *Journal of Commerce*, 12/09/1980, p. 7A
- « Les risques politiques sont difficilement assurables » / *Experiodica*, n° 9, septembre 1980, p. 2
- (\*) « Les risques politiques et l'assurance » / *Assurances*, Bulletin Recherche et développement, juillet 1980, p. RD38
- (\*) « Coverage for catastrophic risks concerning natural disasters and political risks » / *Assurances*, juillet 1980, p. 146
- « Enlèvement, terrorisme, spoliation : des risques que l'on ne peut négliger » / *Regards*, juillet-août 1980, p. 47
- « Political cover — the target risk » / *The Review*, 27/06/1980, p. 9
- « La gestion des risques à l'exportation » / *L'Assurance française*, 01-15/03/1980, p. 191
- « Politics and insurance » / *The Post Magazine and Insurance Monitor*, 06/03/1980, p. 651
- « The unacceptable face of political risks » / *Lloyd's list*, 06/03/1980, p. 6
- « Overseas risks : political risks leave holes in programs » / *Business Insurance*, 12/02/1980, p. 3